

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/210

27 novembre 1997

(97-5209)

Comité des règles d'origine

RAPPORT (1997) DU COMITE DES REGLES D'ORIGINE

1. Tous les Membres de l'OMC peuvent participer aux travaux du Comité des règles d'origine (le Comité). Les gouvernements observateurs auprès du Conseil général de l'OMC ont le statut d'observateur auprès du Comité. En outre, des représentants de l'AELE, de la Banque mondiale, de la BID, du BITV, de la CNUCED, du FMI, du Groupe ACP, de l'OCDE et de l'OMD assistent aux réunions du Comité en qualité d'observateurs.

2. Le Comité a tenu quatre réunions, les 6 février, 15 mai, 3 octobre et 21 novembre 1997 (G/RO/M/9, 10, 11 et 12). A sa réunion de mai, le Comité a élu Mme Lourdes A. Berrig (Philippines) à la présidence et M. Andreas A. Gaarder (Norvège) à la vice-présidence pour 1997.

3. En ce qui concerne le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles, défini à la Partie IV de l'Accord sur les règles d'origine (l'Accord), le Comité:

- a examiné cinq rapports du Comité technique des règles d'origine (le Comité technique) au Comité (G/RO/9, 11, 15, 18 et 19);
- s'est félicité, à sa réunion de mai, de l'adoption par le Comité technique du plan d'action pour 1997, qui visait à garantir que les travaux techniques seraient achevés dans le délai prescrit;
- a approuvé, à sa réunion d'octobre, les règles par produit concernant les chapitres 25 à 27, 41, 43 et 91 qui lui avaient été renvoyées par le Comité technique en tant que décisions de la catégorie 1, étant entendu toutefois que, conformément à l'article 9:3 b) de l'Accord, il devrait le moment venu examiner les résultats du programme de travail pour l'harmonisation du point de vue de leur cohérence globale (voir le document G/RO/W/22). Le Comité est également parvenu à un consensus sur le critère d'origine de la sous-position 4302.30;
- à sa réunion de novembre, le Comité est parvenu à un consensus sur les critères d'origine des positions fractionnées ex 2530 b), ex 2601 a) à ex 2617 a) et des sous-positions 2701.20, 2708.20, 4102.21 et 4102.29, ainsi que des positions 4201, 4204, 4205 et 4206.

4. Conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord, tous les Membres sont tenus de notifier leurs règles d'origine et leurs décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant les règles d'origine. A ce jour, 56 Membres ont présenté des notifications concernant les règles d'origine non préférentielles et 58 Membres ont présenté des notifications concernant les règles d'origine préférentielles.